African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Politique commerciale et croissance économique en République démocratique du Congo : Une analyse empirique par le modèle ARDL de 2000 à 2022

Trade policy and economic growth in the Democratic of Congo: An empirical analysis using the ARDL model from 2000 to 2022.

Auteur 1 : Kaleta Tshikoji Josué.
Auteur 2 : Sakelewa Koyakpama Delly.
Auteur 3 : Omen Mbiata Clément.
Auteur 4 : Balsomi Lumaliza Sandra.
Auteur 5 : Bonzenga Moyenge Rachel.

Centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH », Département de Recherche en Économie et Finances, Kinshasa, République Démocratique du Congo.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Kaleta Tshikoji Josué, Sakelewa Koyakpama Delly, Omen Mbiata Clément, Balsomi Lumaliza Sandra, Bonzenga Moyenge Rachel (2026) « Politique commerciale et croissance économique en République démocratique du Congo : Une analyse empirique par le modèle ARDL de 2000 à 2022», African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 027.

DOI : 10.5281/zenodo.24231524.
Copyright © 2026 – ASJ

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Résumé : Cet article analyse la relation entre la politique commerciale et la croissance économique en République démocratique du Congo(RDC) de 2000 à 2022. En utilisant le modèle ARDL, les résultats empiriques indiquent une relation de long terme entre les variables telles que le PIB, le droit de douane, les exportations, les importations et la formation brute de capital fixe, mais ne permettent pas de confirmer statistiquement leurs effets sur la croissance économique. L'article préconise par ailleurs une transformation locale des matières premières, une diversification des exportations et le renforcement de la compétitivité nationale afin de promouvoir une croissance économique durable.

Mots-clés : Politique commerciale, croissance économique, exportations, importations, ARDL

Abstract: This article analyzes the relationship between trade policy and economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 2000 to 2022. Using the ARDL model, empirical results indicate a long-term relationship between variables such as GDP, customs duty, exports, imports and gross fixed capital formation, but do not statically confirm their effects on economic growth. The article also recommends local processing of raw materials diversification of exposures and strengthening of national competitiveness in order to promote sustainable economic growth.

Key words: Trade policy, and economic growth, exports, imports, ARDL

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

1. INTRODUCTION

Dans un contexte caractérisé par l'intensification des échanges commerciaux et l'interdépendance croissante des économies à travers le monde, la politique commerciale est perçue comme un instrument important de la stratégie de développement économique des États. À travers les droits de douane, la promotion des exportations, la réglementation des importations et les mesures tendant à faciliter les échanges, les pouvoirs publics influencent la compétitivité des entreprises nationales, la structure de la production et le rythme de la croissance économique. Toutefois, l'efficacité de ces divers instruments dépend de plusieurs facteurs, notamment la diversification de la production, l'environnement institutionnel, la qualité des infrastructures et la capacité des entreprises nationales à s'intégrer dans les marchés internationaux.

Sur le plan théorique, les liens entre l'ouverture commerciale et la croissance économique ont fait l'objet de nombreux débats parmi les économistes. Dans la tradition classique, **Smith (1776)** et Ricardo (1817) soulignent que les gains résultent de la spécialisation et de l'échange international. **Grossman et Helpman (1991)** ont montré que le commerce international peut contribuer à la croissance économique de long terme en favorisant la diffusion des connaissances, l'innovation et l'amélioration de la productivité. De même, **Frankel et Romer (1999)** ont mis en évidence un lien positif entre le commerce international et le revenu, tout en mettant l'accent sur les difficultés méthodologiques liées à l'identification de cet effet. Cependant, ces résultats ne signifient nullement que toute politique d'ouverture commerciale entraîne automatiquement une accélération de la croissance économique : les effets observés varient selon les caractéristiques structurelles propres à chaque économie.

En République démocratique du Congo (RDC), cette question revêt une importance particulière du fait que l'économie de ce pays reste fortement liée à l'exploitation et à l'exportation des ressources naturelles, notamment les produits miniers. En effet, malgré l'importance de son potentiel agricole, minier et énergétique, le pays demeure confronté à des difficultés de diversification productive, de transformation locale des matières premières et de développement d'un tissu industriel compétitif. Dans ces conditions, les échanges commerciaux peuvent constituer à la fois une opportunité de croissance économique et une source de vulnérabilité, lorsque les exportations sont essentiellement concentrées sur un certain nombre de produits et que les importations concernent une part importante des biens de consommation, des équipements et des intrants nécessaires à la production.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Ainsi, la politique commerciale congolaise se trouve au cœur d'un enjeu économique : comment favoriser l'intégration du pays dans l'échange international tout en renforçant les capacités de production internes ? En effet, une baisse des droits de douane peut faciliter l'accès aux équipements et aux intrants importés, réduire certains coûts de production et stimuler l'activité économique.

Toutefois, elle peut aussi exposer les entreprises nationales à une concurrence étrangère plus intense et baisser certaines recettes douanières. À l'inverse, une hausse des droits de douane peut protéger certaines activités locales et générer des recettes publiques supplémentaires, mais elle risque également d'augmenter le coût des biens importés et des facteurs de production. L'impact net de ces instruments de la politique commerciale sur la croissance économique de la République démocratique du Congo ne peut donc être déterminé a priori : il nécessite une analyse empirique tenant compte des spécificités de l'économie de ce pays.

Cette ambivalence est aussi présente dans la littérature économique. **Rodriguez et Rodrik (2000)** ont mis en garde contre les conclusions trop générales établissant une relation systématiquement positive entre l'ouverture commerciale et la croissance. Selon ces auteurs, les indicateurs utilisés pour mesurer l'ouverture au commerce international et les problèmes de spécification économétrique peuvent conduire à des résultats fragiles.

À l'opposé, **Wacziarg et Welch (2008)** indiquent que les épisodes de libéralisation commerciale ont été associés, dans plusieurs pays, à une hausse de l'investissement et de la croissance économique. Ces divergences invitent à examiner les mécanismes propres à chaque économie plutôt qu'à transposer mécaniquement les conclusions obtenues dans d'autres contextes.

Dans le cadre de cette étude, les interrogations suivantes méritent d'être soulevées :

(1) Dans quelle mesure la politique commerciale appliquée en RDC, appréhendée à travers le taux des droits de douane, les exportations et les importations, est-elle associée à la croissance économique en République démocratique du Congo à court et à long terme ?

(2) La formation brute de capital fixe a-t-elle un effet positif sur la croissance du PIB ?

De la problématique ci-haut évoquée, nous formulons les hypothèses suivantes en vue de les vérifier empiriquement :

H1 : Le droit de douane, les exportations et les importations entretiennent une relation significative avec la croissance économique en RDC

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

H2 : la formation brute de capital fixe entretient des relations significatives avec la croissance économique

L'objectif de cet article est d'examiner la relation existante entre la politique commerciale et la croissance économique en République démocratique du Congo sur la période susmentionnée.

Cette étude a pour intérêt d'apprécier dans quelle mesure la politique commerciale contribue à la performance de l'activité économique en RDC. Elle vise également à examiner si l'évolution des droits de douane, des exportations et des importations favorise ou freine l'économie congolaise. L'étude permet ainsi de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les échanges commerciaux peuvent stimuler la production nationale, améliorer la compétitivité et favoriser la diversification de l'économie.

2. REVUE DE LITTÉRATURE

2..1. Littérature théorique

Le lien entre la politique commerciale et la croissance économique revêt une importance capitale dans la réflexion économique, car elle fait référence à une question fondamentale : dans quelle mesure les échanges internationaux peuvent-ils jouer un rôle dans l'amélioration de la production d'un pays ? Pour la plupart des économies développement, cette question est particulièrement importante cruciale. Le commerce international peut favoriser l'accès aux marchés, aux technologies et aux biens d'équipement, mais ses bénéfices sont également tributaires de la capacité du pays à transformer ces opportunités en production, en emplois et en richesse créée au niveau national.

Selon l'approche classique, **Smith (1776)** considère que l'accès à des marchés permet une spécialisation plus productive et une meilleure allocation des ressources. **Ricardo (1817)**, à travers la théorie des avantages comparatifs, souligne qu'un pays peut obtenir des bénéfices de la spécialisation et des échanges internationaux même lorsqu'il ne dispose pas d'un avantage absolu dans la production de tous les biens. Ces approches représentent les fondements théoriques de l'argument en faveur du commerce international.

Toutefois, pour une économie comme celle de la République démocratique du Congo (RDC), la question ne consiste pas seulement à savoir si les échanges sont bénéfiques en théorie. Il faut aussi déterminer si la composition des importations, la structure des exportations et le niveau des droits de douane permettent effectivement de soutenir la croissance économique. Dans les faits, une

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

économie qui exporte principalement des matières premières non transformées ne bénéficie pas systématiquement des mêmes retombées qu'une économie capable d'exporter des produits à forte valeur ajoutée.

La théorie de la croissance endogène apporte une lumière complémentaire. **Grossman et Helpman (1991)** ont mis en évidence que l'intégration au commercial international peut favoriser la croissance par l'expansion des connaissances, l'innovation et l'amélioration de la productivité. Sous cet angle, les importations de biens d'équipement et d'intrants productifs sont en mesure de promouvoir le développement des capacités nationales. Cependant, ces bénéfices supposent l'existence d'entreprises capables d'utiliser les technologies importées et d'un environnement économiquement favorable à l'investissement.

La politique commerciale doit donc être comprise comme l'ensemble des instruments dont les incidences peuvent varier selon les spécificités de l'économie. Les droits de douane peuvent assurer la protection de certaines activités nationales, mais ils peuvent aussi renchérir les équipements et les intrants importés. Les exportations peuvent soutenir la production et générer des recettes en devises, tandis que les importations peuvent stimuler l'activité lorsqu'elles répondent aux besoins de production, mais aggraver certaines dépendances lorsqu'elles se substituent durablement à la production nationale.

2.2. Revue de littérature empirique : études africaines

Les études empiriques réalisées au niveau de l'Afrique apportent des résultats révélateurs, mais parfois divergents, sur les liens existants entre la politique commerciale et la croissance économique. Cette diversité est considérable pour le présent article, car elle indique que les conséquences de l'ouverture commerciale ne sont pas les mêmes dans tous les pays.

Onafowora et Owoye (1998), ont étudié les relations entre les politiques commerciales, les exportations, l'investissement et la croissance économique dans douze pays d'Afrique subsaharienne en utilisant un modèle à correction d'erreur vectoriel (VECM) pour examiner les effets dynamiques de ces variables.

Leurs résultats ont montré que les chocs liés aux politiques commerciales, aux exportations et à l'investissement ont un impact significatif sur la croissance dans dix des douze pays étudiés. Ils mettent en évidence ainsi le potentiel d'une stratégie tournée vers les marchés extérieurs et reposant sur le développement des exportations.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Pour sa part, **Asfaw (2014),** a examiné les liens entre la politique commerciale et la croissance économique dans 47 pays d'Afrique subsaharienne. L'auteur a utilisé des données de panel et a pris notamment en considération les droits de douane moyens pondérés et le taux de change effectif réel. Les résultats ont montré que l'ouverture au commerce extérieur favorise la croissance économique et l'investissement.

L'étude met en lumière également que les instruments de politique commerciale, notamment les droits de douane et le taux de change effectif réel, peuvent produire des effets directs et indirects sur la croissance économique.

Brueckner et Lederman (2015), ont analysé la relation entre ouverture commerciale et croissance économique en Afrique subsaharienne en recourant à une approche par variables instrumentales afin de prendre en compte des problèmes d'endogénéité susceptibles d'affecter les estimations. Leurs résultats ont mis en évidence que l'ouverture au commerce international exerce un impact positif et significatif sur la croissance économique.

Ils ont montré également que la croissance économique peut, en retour, influencer négativement le degré d'ouverture commerciale mesuré dans leur analyse. Cette observation rappelle que le lien entre le commerce international et la croissance économique peut fonctionner dans les deux sens.

Zahonogo (2016), a étudié 42 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1980-2012, en utilisant la méthode Pooled Mean Group (PMG), adaptée à l'analyse des relations de long terme dans des données de panel dynamiques.

L'auteur a trouvé une relation non linéaire entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. En effet, l'étude identifie un seuil au-delà duquel les bénéfices supplémentaires de l'ouverture au commerce international diminuent, ce qui montre que l'intensification des échanges extérieurs ne garantit pas indéfiniment une amélioration substantielle des performances économiques. Il insiste notamment sur la nécessité d'une gestion productive des importations.

Yameogo et Omojolaibi (2021), ont analysé 40 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1990-2017. Ces auteurs ont mobilisé plusieurs méthodes, notamment le modèle ARDL en panel, le VAR en panel et la méthode des moments généralisés en système (SYS-GMM).

Les résultats issus des estimations ont montré que l'ouverture commerce international, les investissements directs étrangers et la qualité institutionnelle contribuent significativement à la

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

croissance à long terme. Néanmoins, les impacts de l'ouverture commerciale peuvent être défavorables à court terme dans certaines estimations.

Ils mettent aussi en évidence des relations dynamiques entre l'ouverture commerciale, la croissance économique et la pauvreté.

Kinfack (2023), en utilisant an Instrumental Variable Panel Smooth Transition Model a examiné les effets de l'ouverture commerciale sur la croissance en Afrique en tenant compte de l'hétérogénéité entre les pays, de la non-linéarité et de l'endogénéité.

Les résultats mettent en évidence le rôle de l'investissement comme mécanisme de transmission entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Cette conclusion fait ressortir que les impacts du commerce extérieur ne dépendent pas seulement du volume des échanges, mais aussi de la capacité de chaque économie à transformer les possibilités offertes par les marchés internationaux en investissements productifs.

Pour leur part, **Jiahao et al. (2022)**, ont étudié 41 économies d'Afrique subsaharienne sur la période 2005-2019. À partir d'un estimateur dynamique en panel fondé sur la méthode GMM en système, ils ont examiné les coûts, les délais et les formalités associés aux exportations et aux importations, ainsi que le rôle que jouent les institutions. Les résultats montrent que la facilitation des échanges peut favoriser une croissance économique durable et que la qualité des institutions renforce les perspectives de bénéfices liés au commerce international.

2.3. Étude empirique relative à la République démocratique du Congo

Dans une étude récente, **Badibanga et al. (2026)** ont étudié l'Ouverture commerciale et la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) : enjeux, performances et perspectives de développement en utilisant le modèle ARDL. Les résultats montrent que l'ouverture commerciale, les exportations et l'investissement sont associés positivement à la croissance économique, tandis que les importations, l'inflation et la dépréciation du taux de change sont associées négativement à celle-ci. Ces conclusions mettent l'accent sur l'importance de la composition des échanges et de la stabilité macroéconomique.

2.4. Synthèse critique de la littérature et apport de l'étude

En examinant les travaux théoriques et empiriques, nous retenons les enseignements ci-après :

La plupart de ces études soutiennent l'idée selon laquelle le commerce international peut favoriser la croissance économique. Les résultats **d'Onafowora et Owoye (1998)**, **d'Asfaw (2015)** et de

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Brueckner et Lederman (2015) font ressortir que l'ouverture commerciale et le développement des échanges peuvent être associés à de meilleures performances économiques dans plusieurs pays africains.

Les bénéfices du commerce international ne sont ni automatiques ni uniformes**. Zahonogo (2016)** fait savoir qu'il y a une relation non linéaire entre ouverture commerciale et croissance économique, tandis que **Yameogo et Omojolaibi (2021)** indiquent que les impacts peuvent être différents à court et à long terme. **Kinfack (2023)** soutient, pour sa part, l'importance de l'investissement dans la transmission des effets du commerce international vers la croissance économique.

Les résultats obtenus dans les pays africains ne permettent pas de donner une conclusion définitive sur le cas de la RDC. La structure des exportations, la dépendance à l'égard des importations, la place des recettes douanières et les contraintes qui pèsent sur la production nationale peuvent modifier les effets attendus de la politique commerciale.

C'est dans cette logique que s'inscrit la présente étude. Son intérêt est d'examiner conjointement le taux des droits de douane, les exportations, les importations et la formation brute de capital fixe en relation avec le taux de croissance du PIB réel en République démocratique du Congo. Contrairement aux études qui utilisent principalement un indicateur global d'ouverture commerciale, celle-ci cherche à distinguer les relations associées à ces trois dimensions du commerce international.

Le modèle ARDL nous permettra d'estimer les relations de court terme et, sous réserve de la validation des conditions de cointégration, celles de long terme. Cette approche contribuera à déterminer si les liens observés sont compatibles avec les hypothèses formulées, sans présumer à l'avance du signe des coefficients. La contribution attendue de cette étude reste donc circonscrite : il ne s'agit pas d'affirmer que les droits de douane, les exportations ou les importations causent nécessairement la croissance économique, mais d'évaluer empiriquement leurs relations dynamiques avec celle-ci dans le contexte congolais.

La démarche comprend quatre étapes principales : la description des variables, les tests de stationnarité, l'estimation du modèle ARDL et la réalisation des tests de diagnostic et de stabilité. Cette procédure permettra d'évaluer la robustesse des résultats et de distinguer les relations de court terme de celles de long terme.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

3. MÉTHODOLOGIE

3.1. Nature et sources des données

Les données utilisées dans le cadre de cette étude, sont des séries chronologiques annuelles et quantitatives. Elles couvrent 23 observations. Comme nous l'avons dit. Ces données sont issues de la base des données de la banque mondiale et des différents rapports annuels de la Banque Centrale du Congo.

3.2. Définition et opérationnalisation des variables

La variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel, tandis que les variables explicatives représentent les principaux instruments et canaux de transmission de la politique commerciale.

Tableau 1. Liste des variables retenues dans l'étude

Variables	Symbole	Indicateur	Mesures	Source
Croissance du PIB	PIB	Taux de croissance annuel du PIB réel	%PIB/réel	BCC
Droits de douane	DOUANE	Taux moyen pondéré des droits de douane appliqués	%	Banque mondiale
Exportations	EXP	Exportations de biens et services	%(PIB)	Banque mondiale
Importations	IMP	Importations de biens et service	%(PIB)	Banque mondiale
Formation brute de capital fixe	FBCF	Investissements réalisés dans les actifs fixes(%PIB)	%(PIB)	Banque mondiale

Source : élaboré par les auteurs

Le produit intérieur brut(PIB) est un indicateur qui permet de mesurer l'activité économique. Dans le cadre de cette étude, il permet d'évaluer dans quelle mesure la politique commerciale, appréhendée par le taux de droits de douane, les exportations, les importations est conjointement liée à la performance du pays.

Le taux des droits de douane est un indicateur qui permet de comprendre la dimension tarifaire de la politique commerciale. Son impact théorique sur la croissance est ambigu. En effet, des droits

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

élevés peuvent protéger certaines productions nationales, mais ils peuvent aussi augmenter le coût des intrants et des équipements importés.

Les exportations constituent un canal potentiel de stimulation de la production nationale, de génération de devises étrangères et d'élargissement des débouchés commerciaux. Leur coefficient est donc attendu positif, même si cette relation dépend de la composition des exportations et de leur contenu en valeur ajoutée locale.

Les importations peuvent faciliter l'acquisition de biens d'équipement étrangers et d'intrants nécessaires à la production. Elles peuvent toutefois augmenter la concurrence étrangère ou la dépendance à l'égard des produits importés. Leur signe théorique demeure par conséquent indéterminé.

La formation brute de capital fixe(FBCF) constitue une variable de contrôle pertinente dans cette étude, car les investissements en bâtiments, en équipements et en infrastructures peuvent avoir une influence sur la croissance économique indépendamment des échanges commerciaux.

3.3. Approche méthodologique

Le présent article adopte une approche quantitative basée sur l'analyse économétrique des séries chronologiques annuelles de la République démocratique du Congo (RDC), couvrant la période 2000-2022. Il vise à examiner les liens entre la politique commerciale et la croissance économique, en mettant l'accent sur quatre variables explicatives : le taux des droits de douane, les exportations, les importations et la formation brute de capital fixe.

Ce choix se justifie par la nécessité de dépasser un simple constat descriptif de l'évolution du commerce extérieur en République démocratique du Congo et de déterminer si les variables retenues présentent des liens statistiquement significatifs avec la croissance économique.

Le modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) est une approche économétrique utilisée pour une analyser des liens dynamiques entre une variable expliquée et un ensemble de variables explicatives, tout en distinguant les effets de court et de long terme. Cette méthodologie a été formalisée par **Pesaran & Shin (1999)** et **Pesaran & al. (2001),** qui indiquent que le modèle ARDL permet d'estimer des relations de long terme même lorsque les variables exogènes ne sont pas intégrées du même ordre.

Contrairement aux approches traditionnelles de cointégration telles que celles d'Engle et Granger ou de Johansen, le modèle ARDL présente l'avantage majeur de pouvoir être appliqué à des séries

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

intégrées d'ordre zéro I(0) et d'ordre un I(1), à condition qu'aucune variable ne soit intégrée d'ordre deux I(2). Cette caractéristique rend le modèle ARDL particulièrement adapté aux études macroéconomiques fondées sur des échantillons de taille réduite, situation fréquente dans les pays en développement (**Narayan**, **2005).**

3.4. Spécification du modèle économétrique ARDL

Pour examiner la relation entre la politique commerciale et la croissance économique, la recherche retient le modèle autorégressif à retards échelonnés, connu sous l'appellation ARDL (Autoregressive Distributed Lag).

Cette approche fût développée par Pesaran et al. (2001). Elle permet d'étudier les relations dynamiques entre une variable dépendante et ses déterminants, en tenant compte des valeurs passées de ces variables. Elle présente aussi l'avantage de pouvoir être utilisée lorsque les séries sont intégrées d'ordre mixte c'est-à-dire d'ordre un, I(1) et d'ordre zéro, I(0) à condition qu'aucune ne soit intégrée d'ordre deux, I(2).

Ainsi, la spécification de notre modèle sera comme suit :

$$\Delta PIB_t = \delta_0 + \sum_{i=1}^{p} \delta_{1i}\Delta PIB_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_1} \delta_{2i}\Delta DOUANE_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_2} \delta_{3i}\Delta EXP_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_3} \delta_{4i}\Delta IMP_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_4} \delta_{5i}\Delta FBCF_{t-i} + \varphi ECM_{t-1} + \mu_t$$

Où:

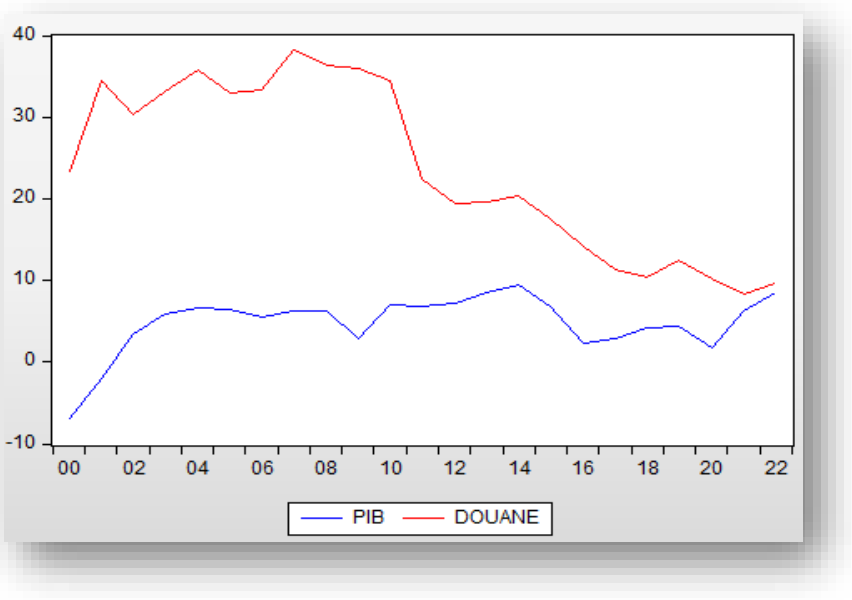
- PIBt : taux de croissance économique à la période t
- DOUANEt : Taux moyen pondéré des droits de douane appliqué au temps t
- EXPORTt : Exportations de biens et services au temps t
- IMPORTt : Importations de biens et services au temps t
- FBCFt : Investissements réalisés dans les actifs fixes au temps t
- p, q1, q2, q3, q4 : retards optimaux du modèle
- μt : terme d'erreur aléatoire

Cette spécification nous permet de mesurer l'impact différé dans le temps des variables explicatives sur la croissance économique.

4. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Avant de faire l'estimation du modèle ARDL, une analyse graphique des séries temporelles a été réalisée afin d'examiner leur évolution, leur volatilité et d'identifier d'éventuelles ruptures structurelles. Cette analyse permet d'avoir une intuition sur la stationnarité des variables et de justifier les transformations du modèle.

Graphique 1. Evolution graphique du PIB et de taux de droits de douane en RDC



Sources : Auteurs, sur base des données de la BCC et Banque mondiale

Ce graphique montre une évolution contrastée du taux de croissance du PIB et du taux de droits de douane en République démocratique du Congo. Alors que les droits de douane suivent une tendance décroissance, à partir de 2010, la croissance économique présente une évolution qui varie, malgré une tendance générale à l'amélioration. Cette situation illustre que la réduction des barrières tarifaires ne se traduit pas automatiquement par une croissance économique régulière. En effet, les retombées de l'ouverture commerciale dépendent aussi de la diversification des exportations, de la compétitivité de l'économie et des capacités productives du pays

Graphique 2 : Evolution des Exportations, des importations en RDC



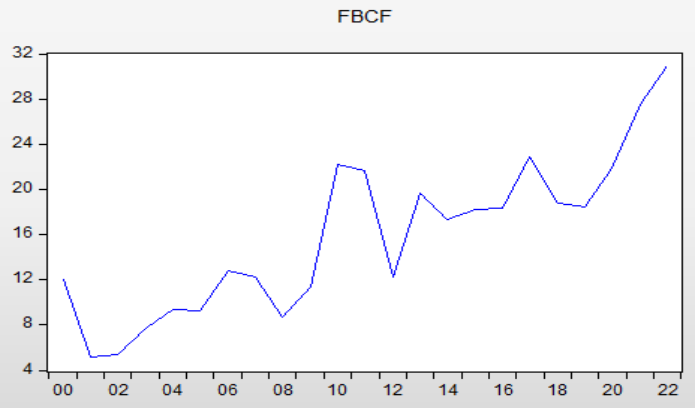
Source : Auteurs, sur base des données de la Banque mondiale

Le graphique ci-dessus, présente l'évolution des exportations et des importations de la République démocratique du Congo. Il met en évidence une forte instabilité des échanges commerciaux, caractérisé par des fluctuations importantes des deux séries au cours de la période étudiée.

Les exportations connaissent des variations marquées, avec des hausses importantes en 2000, 2008, 2018 et 2021, mais également des baisses notables en 2001, 2009, 2015 et 2020. Les importations présentent aussi une évolution irrégulière, avec un pic particulièrement élevé en 2003, suivi de fluctuations importantes au cours des années suivantes.

Ces variations traduisent la vulnérabilité du commerce extérieur congolais aux fluctuations des prix internationaux des matières premières, aux changements de la demande extérieure et aux perturbations économiques. Elles soulignent également les défis liés à la diversification de la production nationale et à la dépendance de l'économie congolaise vis-à-vis des marchés internationaux.

Graphique 3 : Evolution de la formation brute de capital fixe en RDC



Source : Auteurs, sur base des données de la Banque mondiale

Le graphique ci-haut montre l'évolution de la formation brute de capital fixe en République démocratique du Congo qui est marqué globalement par une tendance à la hausse, malgré des variations importantes. Après une diminution notable au début des années 2000, elle connaît une reprise progressive, suivie de fluctuations notables entre 2020 et 2022, période au cours de laquelle elle atteint son niveau le plus élevé. Cette évolution indique un renforcement potentiel de l'effort d'investissement dans l'économie congolaise.

Tableau 1. Statistiques descriptives des variables

	PIB	**DOUANE**	**EXP01**	**IMP**	**FBCF**
Mean	4.800000	23.64739	28.60304	32.90652	15.82957
Median	6.200000	22.40000	30.06000	36.21000	17.31000
Maximum	9.500000	38.13000	40.82000	45.00000	31.00000
Minimum	-6.900000	8.360000	11.45000	13.05000	5.110000
Std. Dev.	3.653019	10.54133	8.207918	9.241281	6.955751
Skewness	-1.641408	-0.062776	-0.648748	-0.875171	0.298064
Kurtosis	5.914071	1.428492	2.599594	2.983278	2.335113
Jarque-Bera	18.46583	2.381842	1.766994	2.936313	0.764218
Probability	0.000098	0.303941	0.413335	0.230350	0.682421
Sum	110.4000	543.8900	657.8700	756.8500	364.0800
Sum Sq. Dev.	293.5800	2444.632	1482.138	1878.928	1064.414
Observations	23	23	23	23	23

Sources : Auteurs, sur base des données de la banque mondiale

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Les résultats de ce tableau indiquent que le taux de croissance du PIB affiche une moyenne de 4,80 %, avec un minimum de -6,90 % et un maximum de 9,50 %. Cette variation montre les fluctuations de l'activité économique en RDC au cours de la période étudiée. L'écart-type de 3,65 points révèle également une variabilité importante de la croissance économique.

S'agissant des droits de douane, le taux moyen s'établit à 23,65 %, avec des valeurs comprises entre 8,36 % et 38,13 %. Cette dispersion traduit des variations du niveau de protection tarifaire au cours de la période. Il convient également de noter que, les exportations représentent en moyenne 28,60 % du PIB, contre 32,91 % pour les importations. Cet écart de 4,30 points de pourcentage montre une place importante des importations dans l'économie congolaise. Il convient cependant de mentionner que cette différence entre les moyennes ne suffit pas, à elle seule, à établir l'existence d'un déficit commercial sur l'ensemble de la période.

En ce qui concerne la formation brute de capital fixe (FBCF) elle représente 15,83 % du PIB en moyenne, avec un minimum de 5,11 % et un maximum de 31 %. Ces variations illustrent des variations de l'investissement dans l'économie congolaise, lequel constitue un facteur susceptible de soutenir les capacités productives et la croissance économique.

La normalité des distributions avec le test de Jarque-Bera indique que seule la variable PIB présente une distribution significativement différente de la loi normale au seuil de 5 %, avec une probabilité de 0,000098. Par contre, les probabilités associées aux droits de douane (0,303941), aux exportations (0,413335), aux importations (0,230350) et à la FBCF (0,682421) sont supérieures à 0,05. L'hypothèse de normalité n'est donc pas rejetée pour ces quatre variables.

En somme, ces résultats montrent les fluctuations de la croissance économique, du niveau de protection tarifaire, des échanges extérieurs et de l'investissement en République démocratique du Congo.

4.1. Etude de la stationnarité des variables

Il existe plusieurs tests pour tester la stationnarité des différentes variables sous étude, dans le cadre du présent article, nous avons fait recours au test de Dickey Fuller augmenté et de Philip perron.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Tableau 2. Résultats du test de stationnarité de Dickey Fuller augmenté et de Philip Perron

Variables	En niveau		En différence première		Processus	Ordre d'intégration
	ADF	PP	ADF	PP		
PIB	-2.74	-2.72	-4.94**	-6.54**	DS	I(1)
DOUANE	-3.49	-3.45	-5.30**	-5.30**	DS	I(1)
EXP01	-4.99*	-5.14*	-	-	TS	I(0)
IMP	-4.81*	-5.47*	-	-	TS	I(0)
FBCF	-4.07*	-4.01*	-	-	TS	I(0)

Source : Auteurs, sous Evews 10

* = Variables stationnais en niveau au seuil de 5%

** = Variables stationnaires en différence première au seuil de 5%

4.2. Etude de la cointégration : ARDL optimal et Bounds test

Nous allons nous servir du critère d'information Akaike(AIC), pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

a. Détermination du modèle ARDL optimal

Tableau 3. Le modèle ARDL (1, 0, 0, 0, 0)

Dependent Variable: PIB
Method: ARDL
Date: 10/20/26 Time: 13:13
Sample (adjusted): 2001 2022
Included observations: 22 after adjustments
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Dynamic regressors (1 lag, automatic): DOUANE EXP01 IMP FBCF
Fixed regressors: C
Number of models evalulated: 16
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 0, 0)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
PIB(-1)	0.475456	0.166009	2.864043	0.0112
DOUANE	0.085606	0.067757	1.263424	0.2245
EXP01	0.289042	0.237684	1.216076	0.2416
IMP	-0.173983	0.210487	-0.826571	0.4206
FBCF	0.059103	0.141584	0.417444	0.6819
C	-2.471912	2.913016	-0.848575	0.4086

R-squared	0.598861	Mean dependent var	5.331818
Adjusted R-squared	0.473506	S.D. dependent var	2.676776
S.E. of regression	1.942267	Akaike info criterion	4.392590
Sum squared resid	60.35842	Schwarz criterion	4.690147
Log likelihood	-42.31849	Hannan-Quinn criter.	4.462685
F-statistic	4.777291	Durbin-Watson stat	1.581245
Prob(F-statistic)	0.007327		

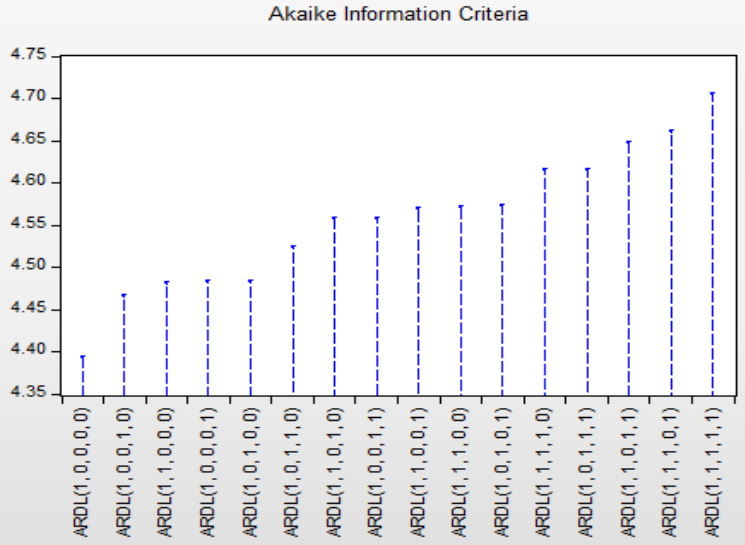
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Source: Auteurs, estimation à partir de Evews 10

Comme dans les modèles autorégressifs, plusieurs modèles ARDL peuvent être estimés selon le nombre de retard défini. Le choix de ce modèle optimal s'est basé sur le principe de la parcimonie. En effet, ce principe est fondé sur le choix du modèle dont les critères d'information d'Akaike et de Schwars sont les plus minimaux. Le logiciel Evews 10, utilisé dans cet article comme outil de traitement des données, nous a permis de retenir le modèle ARDL (1,0,0,0,0) comme modèle optimal (tableau 3). De même, le graphique ci-dessous nous permet de visualiser les 20 meilleurs modèles selon le principe de la parcimonie. Le coefficient de détermination ajusté (R^2 ajusté) s'est

établi à 0,4735, sans toutefois garantir à lui seul la validité économique des relations estimées. Ce qui indiquent que les variables explicatives, prises dans ce modèle économétrique contribuent à l'explication de la variable expliquée (PIB) à l'ordre de 47,35%.

Figure 4. Le graphique du critère d'information Akaike (AIC)



Source : Auteurs, estimation à l'aide Evews 10

Tableau 4. Test de Bounds

Statistique	**Valeur**	**K**
F-Statistic	**4.21**	4
Valeurs critiques aux bornes		
Seuil de signification	Borne inférieure I(O)	Borne supérieur I(1)
10%	2.2	3.09
5%	2.56	3.49
2.5%	2.88	3.87
1%	3.29	4.37

Source : Auteurs, estimation à l'aide de Evews

Dans ce tableau, il ressort que la Statistique F du test (**4.21**) est supérieur à la valeur critique de la borne supérieur (3.49) au seuil de 5%; ce qui nous permet d'estimer la relation de long terme et de dégager sa dynamique de court terme, au travers du modèle à correction d'erreur(MCE).

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

4.3. Relations à court et à long terme : ARDL de cointégration

4.3.1. Relation de court terme

Tableau 5. Relation de court terme

ARDL Error Correction Regression
Dependent Variable: D(PIB)
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 0, 0)
Case 2: Restricted Constant and No Trend
Date: 10/20/26 Time: 13:17
Sample: 2000 2022
Included observations: 22

ECM Regression
Case 2: Restricted Constant and No Trend

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CointEq(-1)*	-0.524544	0.091066	-5.760065	0.0000

R-squared	0.583563	Mean dependent var	0.700000
Adjusted R-squared	0.583563	S.D. dependent var	2.627148
S.E. of regression	1.695350	Akaike info criterion	3.938044
Sum squared resid	60.35842	Schwarz criterion	3.987637
Log likelihood	-42.31849	Hannan-Quinn criter.	3.949727
Durbin-Watson stat	1.581245		

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source: Auteurs, estimation sur le logociel Evews 10

Les résultats de l'estimation du modèle ARDL mettent en évidence l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique et les variables retenues pour caractériser la politique commerciale en République démocratique du Congo. Cette conclusion s'appuie sur la statistique de Fisher du test des bornes, qui s'élève à 4,21 et dépasse la borne supérieure critique de 3,49 au seuil de 5 %.

Par ailleurs, le coefficient de correction d'erreur, estimé à -0,524544, est statistiquement significatif. Il indique un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme, avec une vitesse de correction estimée à 52,45 % par période. Toutefois, les coefficients individuels associés aux droits de douane, aux exportations, aux importations et à la formation brute de capital fixe ne sont pas statistiquement significatifs au seuil de 5 %. Les résultats obtenus ne permettent donc pas de confirmer un effet statistiquement significatif de chacune de ces variables sur la croissance économique à long terme.

Ces observations conduisent à nuancer le rôle de la politique commerciale dans la dynamique de croissance économique congolaise. Ils montrent que les relations entre commerce extérieur et croissance économique doivent être analysées en tenant compte des caractéristiques structurelles de l'économie nationale, notamment la composition des exportations, la dépendance aux importations et les capacités productives internes du pays.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

4.3.2. Relation de long terme

Tableau 6. Estimation de la relation de long terme

Variables	*Coefficients*	*Std.Error*	*t-Statistic*	*Prob.*
DOUANE	*0.163201*	*0.146143*	*1.116716*	*0.2806*
EXP01	*0.551034*	*0.542171*	*1.016348*	*0.3246*
IMP	*-0.331683*	*0.470137*	*-0.705504*	*0.4906*
FBCF	*0.112676*	*0.470137*	*0.406438*	*0.6898*
C	*-4.712494*	*5.639947*	*-0.835556*	*0.4157*
*EC= PIB-(0.1632*DOUANE+0.5510*EXP01-0.3317*IMP+0.1127*FBCF-4.7125)*				

Source : Auteurs, estimation à l'aide de Evews 10

Les résultats de cet article montrent une relation de long terme entre la croissance économique et les variables retenues pour analyser la politique commerciale en République démocratique du Congo (RDC). Toutefois, la non-significativité individuelle des coefficients de long terme invite à nuancer l'interprétation des relations estimées. Cette situation rejoint les débats de la littérature économique sur les conditions dans lesquelles l'ouverture commerciale et les politiques tarifaires contribuent effectivement à la croissance économique.

Le coefficient de long terme associé aux droits de douane est positif (0,1632), mais statistiquement non significatif, avec une probabilité de 0,2806. Ce résultat ne permet donc pas d'établir que la protection tarifaire stimule durablement la croissance économique en RDC. Ce coefficient présente des spécificités des conclusions généralement reliées à l'idée selon laquelle une réduction des barrières commerciales peut favoriser l'efficacité économique, mais il ne les réfute pas formellement. En effet, **Clemens et Williamson (2004)** indiquent que la relation entre les tarifs douaniers et la croissance économique varie selon les périodes historiques et l'environnement économique international. Leur étude a souligné que les effets des droits de douane ne sont pas uniformes et dépendent notamment du contexte commercial mondial. De leur côté, **Rodríguez et Rodrik (2001)** ont mis en garde contre les difficultés méthodologiques rencontrées dans les travaux empiriques consacrés à la relation entre politique commerciale et croissance économique. Ils mettent en évidence notamment que les indicateurs d'ouverture commerciale ne mesurent pas toujours correctement les obstacles aux échanges.

Dans le contexte de la République démocratique du Congo, le coefficient positif mais non significatif peut ainsi être interprété comme l'absence de preuve statistique suffisante d'une relation

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

individuelle entre le taux tarifaire et la croissance économique sur la période étudiée. Cela ne permet toutefois pas de conclure que les droits de douane sont sans effet économique.

Le coefficient des exportations est positif (0,5510), mais sa probabilité de 0,3246 ne permet pas de conclure à une relation statistiquement significative au seuil de 5 %. Le signe obtenu est toutefois compatible avec l'idée que les exportations peuvent soutenir la croissance économique par l'élargissement des débouchés, les entrées de devises et les gains potentiels de productivité.

En effet, **Frankel et Romer (1999)**, dans leur étude sur le commerce et le revenu, ont trouvé des éléments en faveur d'un impact positif du commerce sur le revenu, tout en mettant en évidence que l'identification de la causalité constitue un enjeu méthodologique majeur. Pour l'Afrique subsaharienne, **Zahonogo (2016)** indique aussi que la relation entre ouverture commerciale et croissance économique doit être examinée en tenant compte des spécificités propres aux économies étudiées. Ainsi, dans le cas congolais, le signe positif du coefficient ne suffit donc pas à démontrer que les exportations ont effectivement accéléré la croissance économique.

Le coefficient des importations est négatif (-0,3317), mais il n'est pas statistiquement significatif, avec une probabilité de 0,4906. Le résultat montre une association négative estimée, sans donner de preuve suffisante pour affirmer que les importations freinent la croissance économique à long terme. En effet, les achats à l'étranger de biens de consommation peuvent augmenter la demande de produits importés, tandis que les importations de technologies, de biens d'équipement et d'intrants peuvent renforcer les capacités productives nationales. Dans ce cas, le poids des importations dans le produit intérieur brut ne permet pas, à lui seul, de faire la différence de leurs effets potentiellement défavorables de leurs contributions à la production. Il est important de faire cette nuance pour une économie dont les capacités industrielles et la diversification productive constituent des enjeux majeurs.

Le coefficient de la formation brute de capital fixe est positif (0,1127), mais non significatif, avec une probabilité de 0,6898. Bien que le signe soit compatible avec l'hypothèse selon laquelle l'investissement contribue à l'accroissement des capacités productives, les résultats des estimations ne permettent pas de confirmer statistiquement cette relation individuelle à long terme. **Wacziarg et Welch (2008)**, dans leur analyse de plusieurs épisodes de libéralisation commerciale indiquent que les changements de politique commerciale peuvent s'accompagner d'une hausse des taux d'investissement, tout en mettant l'accent sur des différences importantes entre pays. Ce constat

fait ressortir que les retombées de l'ouverture commerciale peuvent dépendre de la capacité d'une économie à transformer les échanges commerciaux en accumulation de capital et en gains de productivité. D'une manière globale, les résultats mettent en évidence la complexité de la relation entre politique commerciale et croissance économique en République démocratique du Congo.

b. Test de robustesse du modèle

Tableau 4 : Tests diagnostiques sur le modèle

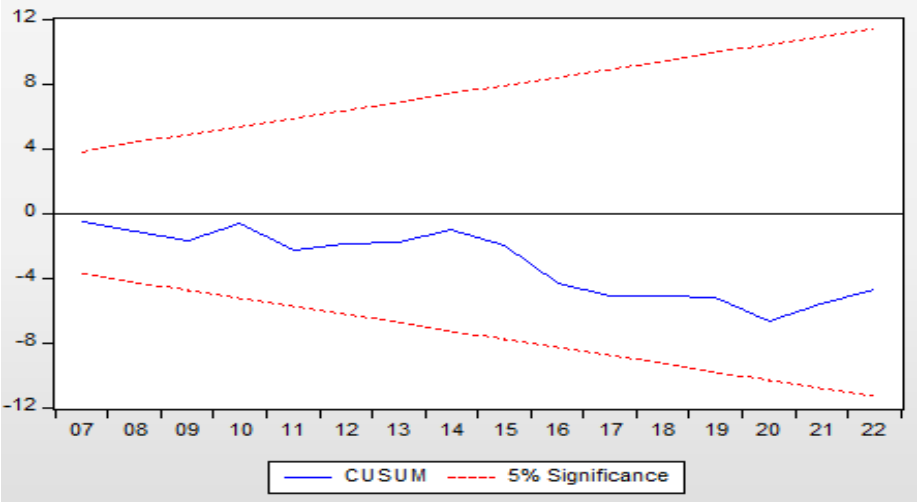
Hypothèse du test	Test	F-Statistique	Probabilité
Autocorrélation des résidus	Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test	0.0703	0.8802
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0.3415	0.9431
Normalité des résidus	Jarque-Berra	1.3066	0.5303
Spécification	Ramsey	0.2346	0.8177

Source : Auteurs l'estimation à l'aide de Evews 10

En vue de valider notre modèle ARDL estimé ainsi que des résultats obtenus de la relation de court terme et de long terme, il est nécessaire de vérifier les hypothèses, à savoir la corrélation des erreurs, l'hétéroscédasticité, la normalité, la spécification et la stabilité des coefficients. En effet, les quatre tests présentés dans le tableau ci-dessus indiquent que la probabilité de la statistique pour chaque test est supérieure au seuil de 5%. Cela signifie que l'hypothèse nulle (H0) est acceptée dans tous ces tests. Les erreurs ne sont donc pas autocorrélées, sont homoscédastiques, leur distribution suit une loi normale et notre modèle est bien spécifié.

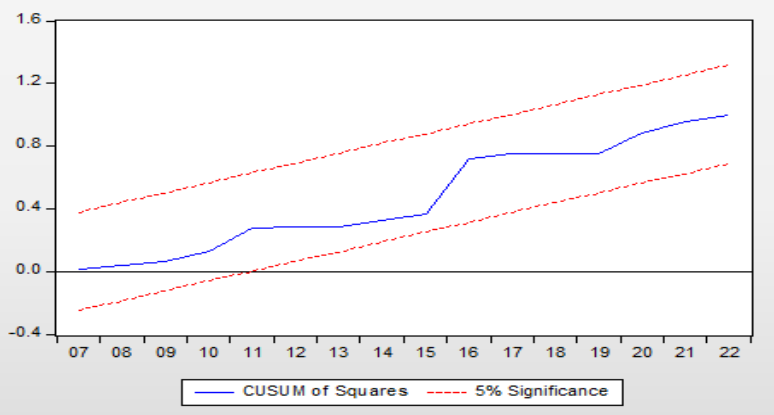
Cependant, la stabilité des coefficients du modèle ARDL (1,3, 0, 0,0) est validée à travers les tests CUSUM et CUSUMSQ, car la courbe ne sort pas du corridor dans ces deux tests (Graphique 5 & 6). Ainsi, nous pouvons confirmer la robustesse de notre modèle ARDL (1,3, 0, 0, 0) estimé d'après les résultats des cinq tests effectués.

Graphique 5. Test de CUSUM



Source : Auteurs, estimations à l'aide de Evews

Graphique 6. Test de CUSUM of Squares



Source: Auteurs, estimation à partir de Evews 10

4.4. Recommandations de politique économique

A la lumière de ces résultats obtenus, nous formulons plusieurs recommandations de politique économique suivantes afin de renforcer la contribution du commerce extérieur à la croissance économique en République démocratique du Congo :

- Promouvoir la diversification des exportations ;
- Promouvoir la transformation locale des matières premières ;
- Améliorer la qualité de la politique tarifaire ;
- Renforcer la compétitive des entreprises nationales ;
- Mieux orienter les importations vers les besoins de production ;
- Améliorer l'efficacité de l'investissement ;
- Renforcer la gouvernance douanière et la facilitation des échanges

CONCLUSION

Cet article avait pour objectif d'analyser la relation entre la politique commerciale et la croissance économique en République démocratique du Congo de 2000 à 2022 à l'aide du modèle ARDL. Les résultats du test des bornes, avec une statistique de Fischer de 4,21 supérieure à la borne supérieure de 3,49 au seuil de 5% montrent l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique, le droit de douane, les exportations, les importations et la formation brute de capital fixe. Par ailleurs, le coefficient de correction d'erreur, estimé à -0,5245, suggère un ajustement vers l'équilibre de long terme.

Toutefois, aucun des coefficients individuels de long terme n'est significatif au seuil de 5%. Ce qui suggère la complexité de la relation entre la politique commerciale et la croissance économique en République démocratique du Congo. L'étude recommande ainsi de diversifier les exportations, de promouvoir la transformation locale des matières premières, de renforcer la compétitivité des entreprises et d'améliorer l'efficacité des investissements. Elle souligne la nécessité d'une politique commerciale cohérente, intégrée aux stratégies industrielles et agricoles, afin de favoriser une croissance économique durable en République démocratique du Congo. Enfin, cette étude ouvre les voies pour les recherches futures en mobilisant d'autres variables et les modèles économétriques complémentaires.

ORCID :

Sakelewa Koyakpama D. https://orcid.org/0009-0002-6827-2689

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Asfaw, H. A. (2014). Trade policy and economic growth in Sub-Saharan Africa: A panel data approach. *American Journal of Trade and Policy*, 1(3), 95-102.
- Badibanga Kabengele, C., Kasongo Wa Mpanga, L., & Bukasa Kalonji, W. (2026). Ouverture commerciale et croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) : Enjeux, performances et perspectives de développement. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique*, 4(3), 3706-3717
- Brueckner, M., & Lederman, D. (2015). Trade openness and economic growth: Panel data evidence from Sub-Saharan Africa. *Economica*, 82(S1), 1302-1323.
- Clemens, M. A., & Williamson, J. G. (2004). Why did the tariff–growth correlation change after 1950? *Journal of Economic Growth*, 9, 5-46.
- Frankel, J. A., & Romer, D. (1999). Does trade cause growth? *The American Economic Review*, 89(3), 379-399.
- Frankel, J. A., & Romer, D. (1999). Does trade cause growth? *The American Economic Review*, 89(3), 379-399.
- Grossman, G. M., & Helpman, E. (1991). Innovation and growth in the global economy. MIT Press.
- Jiahao, S., Ibrahim, R. L., Bello, K. A., & Oke, D. M. (2022). Trade facilitation, institutions, and sustainable economic growth: Empirical evidence from Sub-Saharan Africa. *African Development Review*, 34(2), 201-214.
- Kinfack, E., & Bonga-Bonga, L. (2023). The growth effect of trade openness on African countries: Evidence from using an instrumental variable panel smooth transition model. *Bulletin of Economic Research,* 75(2), 366-379.
- Onafowora, O. A., & Owoye, O. (1998). Can trade liberalization stimulate economic growth in Africa? *World Development*, 26(3), 497-506.
- Pesaran, M. H., & Shin, Y. (1999). An autoregressive distributed lag modelling approach to cointegration analysis. In S. Strøm (Ed.), Econometrics and economic theory in the 20th century: The Ragnar Frisch Centennial Symposium (pp. 371-413). Cambridge University Press.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

- Pesaran, M. H., & Shin, Y. (1999). An autoregressive distributed lag modelling approach to cointegration analysis. In S. Strøm (Ed.), Econometrics and economic theory in the 20th century: The Ragnar Frisch Centennial Symposium (pp. 371-413). Cambridge University Press.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.
- Ricardo, D. (1817). On the principles of political economy and taxation. John Murray.
- Rodríguez, F., & Rodrik, D. (2001). Trade policy and economic growth: A skeptic's guide to the cross-national evidence. In B. S. Bernanke & K. Rogoff (Eds.), NBER Macroeconomics Annual 2000 (Vol. 15, pp. 261-338). MIT Press.
- Smith, A. (1776). An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations. W. Strahan and T. Cadell.
- Wacziarg, R., & Welch, K. H. (2008). Trade liberalization and growth: New evidence. *The World Bank Economic Review*, 22(2), 187-231.
- Yameogo, C. E. W., & Omojolaibi, J. A. (2021). Trade liberalisation, economic growth and poverty level in Sub-Saharan Africa (SSA). *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 34(1), 754-774.
- Zahonogo, P. (2016). Trade and economic growth in developing countries: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of African Trade*, 3(1-2), 41-56.